

Appel à communications
Colloque international consacré aux
« Rapports ordinaires au genre »
Rennes, 18-19 octobre 2018

La question des rapports de genre constitue désormais, y compris en France, un domaine de recherche bien institutionnalisé et dynamique. Beaucoup de travaux explorent les relations entre hommes et femmes dans différents espaces sociaux, les mécanismes de la socialisation aux normes de genre, ou encore la constitution des identités genrées. À cette exploration des mécanismes sociaux concourant à la « fabrique du genre » au quotidien s'est ajoutée une analyse des mouvements sociaux – du féminisme et de ses différentes déclinaisons – ayant contribué à porter l'attention sur les questions de genre. Plus récemment, les mouvements antiféministes, voire masculinistes ont fait l'objet d'enquêtes scientifiques analysant les ressorts de ce militantisme organisé en réaction aux avancées d'un féminisme jugé excessif. En bref, à travers ces travaux ont été abordés les rapports sociaux de domination en eux-mêmes, tels qu'ils sont vécus au quotidien par les individus et tels qu'ils peuvent être observés objectivement par les sociologues, ainsi que les positionnements militants organisés autour de ces rapports.

Aucune recherche systématique n'a en revanche tenté d'appréhender centralement la manière dont les individus, en dehors d'une démarche militante, peuvent eux-mêmes se saisir de catégories d'analyse genrées et des stéréotypes de genre, dans leur quotidien (sphères privée, professionnelle, politique, ou autre), pour analyser une situation vécue, décrypter des comportements, justifier une attitude personnelle, ou encore mettre en œuvre une stratégie. Si les rapports sociaux de genre en eux-mêmes sont désormais bien connus, en tant que réalités sociales objectivables, les rapports *au* genre, c'est-à-dire la façon dont les individus peuvent interpréter une situation ou tenter de la modifier en se réappropriant, ou non, la problématique du genre, ont en revanche été peu étudiés jusqu'à présent. Nombre d'actrices et d'acteurs mobilisent pourtant des discours sur le genre et sur les « identités » masculines et féminines pour interpréter leur quotidien ou intervenir dans leurs domaines d'activité propre (médiatique, politique, médical, juridique, etc.), en dehors de tout militantisme organisé. De même, les discours ordinaires (au sens où ils ne sont pas organisés sous une forme militante explicite, mais sont ancrés dans les rapports sociaux quotidiens) sur les excès et effets pervers du féminisme, ou encore le déni du genre comme catégorie d'analyse pertinente, les propos tenus sur les femmes ou les hommes (qu'ils soient positifs ou négatifs) constituent autant d'appropriations ordinaires du genre et des luttes qui en sont l'objet.

Les études sur la « diffusion par capillarité des idées féministes », dans les années 1970 (Achin et Naudier, 2010) et au-delà (Albenga, Jacquemart, Bereni, 2015) ou encore des enquêtes portant sur différents milieux professionnels (agriculture : Comer, 2015 ; police : Pruvost, 2008 ; médecine : Olivier, 2015 ; métiers d'accueil : Louey et Schütz, 2014) ont précédemment contribué à souligner le caractère heuristique d'un questionnement en termes de rapports ordinaires au genre. Ce colloque entend systématiser l'analyse de cette problématique, en faisant varier les contextes et les actrices et acteurs impliqués dans différentes univers sociaux ou interactions de la vie quotidienne. Il s'agit ici de considérer que

tous ces petits jeux quotidiens avec le genre, les usages – ou les évitements – conscients ou inconscients, des notions d'« hommes », de « femmes », d'« identité masculine » ou « féminine », de « rapports hommes/femmes », voire de « genre », contribuent eux aussi, *in fine*, à façonner le genre lui-même. De même qu'on a pu observer la construction sociale des frontières du politique (Arnaud, Guionnet, 2005), ou encore les appropriations ordinaires du droit (observées par les Legal Consciousness Studies – Silbey, 2005, Pélisse, 2005), on enrichirait sans aucun doute l'analyse en observant la construction sociale du genre, sans imposer une définition du concept *a priori*, mais en regardant comment les individus et les groupes, à leur façon, avec leurs mots, semblent appréhender – ou non – les relations et identités de genre, se réapproprient ou non les problématiques d'identité féminine ou masculine et de leur construction culturelle. On doit alors renoncer à une définition scientifique figée du terme, pour observer comment les individus parlent – ou non – du genre. Ce à la fois de façon consciente et inconsciente : on peut faire du genre sans en avoir l'air et sans le conscientiser, de même qu'on peut faire de la politique sans en avoir l'air et sans le conceptualiser tel quel. Constatant que des actrices et des acteurs mobilisent les catégories d'analyse du genre pour interpréter une situation, là où d'autres ne le font pas, on peut se demander si la façon dont les individus « habitent » leur propre identité de genre joue un rôle déterminant dans le recours au genre comme grille interprétative. La réflexivité sur son identité permet-elle de parler du « genre » et inversement parler du genre implique-t-il de la réflexivité pour *soi* et pour *autrui* ? Les manières de visibiliser le genre dépendent-elles des façons dont les individus sont « installés » dans leur identité de genre ?

Au-delà de ces usages interprétatifs du genre, les acteurs et actrices peuvent instrumentaliser la problématique du genre pour justifier une situation, un rapport de force, ou au contraire le contester. La question est alors celle des enjeux afférents à la mobilisation (ou non) des catégories d'analyse liées au genre. Lorsqu'un député refuse de féminiser la fonction de président de séance, lorsqu'un.e magistrat.e souligne les difficultés posées par la féminisation de son groupe professionnel, lorsqu'un.e journaliste sportif.ve refuse de couvrir le sport féminin, on se trouve face à des instrumentalisation ordinaires du genre – au sens où elles ne se tiennent pas dans le cadre d'une activité militante pro ou antiféministe – qui permettent aux acteurs de construire des identités stratégiques, de se positionner au sein des univers professionnels et sociaux considérés, par et au-delà des rapports de genre. Nous faisons l'hypothèse que ces discours portent, implicitement ou explicitement, sur les modes de domination caractéristiques de ces différents espaces sociaux et constituent autant de manières de contester ou de justifier leur structuration ou leur évolution. À quelles conditions ces discours ordinaires sur le genre constituent-ils une ressource pour celles et ceux qui les mobilisent ? Et quels effets produisent-ils, tant sur le plan de la « fabrique du genre » (en paroles et en actes) qu'en tant qu'éléments structurants des univers où ils sont mobilisés ? Existe-t-il, *a contrario*, des situations où, d'après nos observations sociologiques, les acteurs devraient *a priori* mobiliser les catégories afférentes à la notion de genre, et semblent pourtant éviter de le faire ?

À travers ces différentes questions, ce colloque entend en bref se pencher sur les différentes formes d'appropriation – ou d'évitement – du genre dans des rapports sociaux que l'on qualifiera d'« ordinaires » au sens où ils sont vécus par les individus dans leur quotidien et non tels qu'ils sont mis en discours ou pensés dans le cadre d'actions militantes féministes ou antiféministes collectives ou encore d'analyses scientifiques d'une réalité objectivée. Les

individus peuvent très bien mobiliser des discours militants et se les réapproprier, de même qu'ils peuvent mobiliser des connaissances ou des concepts liés à la sociologie du genre (par exemple en décrivant l'existence de stéréotypes de genre) pour interpréter leur vie quotidienne et donner du sens à la réalité sociale. Mais ce ne sont pas tant ces discours – militants ou experts – en eux-mêmes qui seront ici analysés que la façon dont les individus, dans leur vie quotidienne, peuvent précisément mobiliser – ou non – certaines grilles d'interprétation des rapports de genre pour donner sens à leur vécu et déchiffrer leur environnement. Il s'agit d'étudier la façon dont ils ou elles ont, ou non, une vision genrée des expériences de leur vie quotidienne et de la réalité sociale. En bref, nous ne nous intéresserons pas centralement à la pensée militante ou scientifique du genre, mais plus généralement à la construction sociale, à la fabrique ordinaire du genre comme cadre d'interprétation, telle qu'elle peut être observée dans toutes sortes de situations de la vie quotidienne (routinières ou exceptionnelles, privées ou professionnelles, etc.). Et ce sans présupposer que cette fabrique interprétative soit totalement cloisonnée par rapport aux conceptualisations scientifiques ou militantes du genre, mais au contraire en nous intéressant aux interpénétrations potentielles pouvant être observées entre ces différents univers sociaux lorsque les individus mobilisent une lecture en termes de genre pour donner sens à leurs expériences de la vie quotidienne ou plus largement à leur environnement social. Pour ce faire, nous considérons, comme A. Ogien, qu'analyser l'ordinaire constitue « une démarche qui ne devrait pas se contenter d'exhumer et de mettre en lumière des faits couramment tenus pour sans importance (la banalité du quotidien) ou négligeables (le savoir profane), mais viser à rendre compte d'un autre ordre de phénomènes : tout ce sur quoi les individus font régulièrement fond pour agir en commun de façon acceptable sans même s'en apercevoir. L'ordinaire renvoie donc à une question : de quoi est constitué l'arrière – plan non questionné sur lequel s'engage et se développe l'action en commun ? » (Ogien, 2012, p. 164). Dans le cas présent, plusieurs formes de réappropriations ordinaires du genre permettent d'appréhender cet arrière-plan non questionné, tout en analysant les conditions dans lesquelles celui-ci peut, à certains égards, être mis en questionnement. Peuvent être observées en ce sens :

1. *Les appropriations du concept en lui-même* : quel sens les individus lui donnent-ils ? Peut-on observer une diffusion des travaux scientifiques sur le genre dans certains univers sociaux, maniant ce concept tel qu'il est employé dans l'univers scientifique ? Et peut-on, *a contrario*, observer dans d'autres espaces sociaux des transformations du concept par rapport à sa définition universitaire ?

2. *Les usages de catégories d'analyse liées au genre, d'une grammaire, de routines argumentatives et discursives* (Boltanski et Thévenot, 1991, p. 87-93) *du genre* : les individus se réfèrent-ils aux identités hommes/femmes, à leurs relations, à leurs socialisations, à l'idée de stéréotypes de genre pour décrypter leur environnement ou leur propre comportement ? A quelles conditions le font-ils ... ou ne le font-ils pas dans leur vie quotidienne, privée ou professionnelle ?

3. *Les appropriations de certaines thématiques portées par les mouvements militants liés au genre* (féminisme, antiféminisme, masculinisme, etc.). Il peut alors s'agir de réfléchir à l'influence que peuvent avoir les discours militants sur les rapports quotidiens au genre, sur la fabrique ordinaire du genre comme cadre interprétatif. Pour analyser ces différentes dimensions, on s'intéressera à toute la gamme des rapports ordinaires au genre, des moins

réflexifs aux plus stratégiques. Des plus « informés » – au sens d’une réappropriation d’une vision scientifique du genre comme construction culturelle – aux plus naturalisants. Des plus cohérents – réappropriation systématique de l’ensemble d’un discours militant préconstitué – au plus ambivalent – réappropriation sélective de certains éléments du discours militant et rejet d’autres parties de ce discours (Guionnet, 2017).

Aucun jugement de valeur ne doit bien sûr être porté sur cette fabrique « ordinaire » du genre comme cadre d’interprétation (par exemple quant à l’idée d’une utilisation jugée inappropriée de la grammaire scientifique du genre), le seul objectif du ou de la chercheur.e consistant à saisir toutes les formes de réappropriations ou non réappropriations du genre par tous les acteurs sociaux, dans toutes les situations sociales possibles (sphères privée, professionnelle, médiatique, politique, etc.). Il s’agit d’esquisser une *palette* de toutes les formes d’appropriation sélective du concept de « genre » en lui-même, des catégories d’analyse et de la grammaire qui lui sont liées, ainsi que des discours portés sur le genre par des mouvements militants et suffisamment médiatisés pour qu’ils puissent être repris à leur compte par des individus non militants. Une palette de situations que l’on replacera systématiquement en contexte, pour comprendre pourquoi un même comportement peut, ou non, être étiqueté, analysé au prisme du genre, selon les enjeux relationnels, les projections identitaires, les connaissances d’un individu ou d’un groupe social. Sur ce point, A. Saguy (2003, 2012) montre par exemple comment le harcèlement sexuel est ou non désigné comme tel selon des processus de cadrage tributaires d’une « *structure sociale, de relations au sein des institutions et des pays, et de traditions culturelles et politiques* spécifiques à leur contexte national et institutionnel » (Saguy, 2003, p. 9). Le cadrage du harcèlement sexuel est en partie façonné par les outils juridiques à disposition des acteurs pour le qualifier et le définir. En s’inspirant de ce type d’analyse, on peut, plus généralement, se demander quels sont les cadres d’interprétation mobilisés – ou non – par les acteurs sociaux en lien avec les questions de genre ?

Pour répondre à l’ensemble de ces questions centrales, ce colloque transdisciplinaire et international propose d’explorer plusieurs thématiques :

1. Les communications pourront en premier lieu se pencher sur *les usages stratégiques* des catégories de genre destinés à donner sens à des situations professionnelles ou à des comportements observés dans certaines sphères sociales d’activité (politique, médiatique, etc.). Ces usages peuvent constituer des ressources pour les actrices et acteurs, afin de conserver ou contester des rapports de pouvoir, de construire ou de contester des ordres légitimes, de justifier ou de discuter une structuration, une division des tâches, de donner sens à un comportement.

Par exemple, si on interroge les actrices et acteurs sur leur propre estimation de leurs compétences ou clefs de lecture dans leur univers professionnel, mobilisent-elles-ils les questions d’identité ou de relations hommes/femmes pour appréhender celles-ci ? S’approprient-elles-ils le champ lexical (et dans ce cas, quels termes précis reprennent-elles) et analytique du genre pour interpréter leurs comportements et ceux de leur entourage ? Pour dénoncer éventuellement des injustices, ou encore pour stigmatiser d’autres individus ? Analysent-elles-ils le fonctionnement du champ professionnel, social ou politique en mobilisant des problématiques en lien avec le genre ? Si pour les

sociologues il est évident qu'être un homme ou une femme engendre des conséquences importantes en termes de relations sociales, de comportements, d'attitudes sociales, de préjugés, etc., qu'en perçoivent les individus eux-mêmes ? Comment se réapproprient-elles-ils (ou non), dans leur quotidien, certains discours tenus sur le genre, certaines grammaires argumentatives, certains discours féministes (Albenga, Jacquemart, Bereni, 2015) ou antiféministes imprégnant différents univers sociaux ? Existe-t-il des effets performatifs à ces appropriations ordinaires du genre ?

2. On peut en outre analyser les rapports ordinaires au genre en observant comment, dans *la sphère privée ou dans l'ordre des opinions personnelles*, les catégories de genre sont, ou non, mobilisées pour *décrypter* l'attitude de proches, ou donner sens à son propre comportement ou jugement. Comment, par exemple, la division des tâches, au sein d'un couple, peut-elle être justifiée ou contestée en faisant référence à des identités masculine ou féminine ? Dans quelle mesure les stéréotypes relatifs aux compétences supposées spécifiques aux hommes ou aux femmes sont-ils mobilisés pour appréhender la répartition des activités (éducation des enfants, tâches ménagères, décisions économiques, bricolage, etc.) ? Quel regard les individus portent-ils sur leur héritage familial en matière de socialisation aux identités de genre ? Mobilisent-elles-ils une grammaire du genre pour expliquer le choix de leurs loisirs, de leurs modes de vie, ou encore de leurs opinions politiques (question sur laquelle on possède typiquement pléthore d'analyses sociologiques isolant la variable du genre, mais n'interrogeant pas la question de la mobilisation – ou non – par les actrices et acteurs de cette variable comme donnée explicative, à leurs yeux, de leur opinion politique, ou encore du comportement des acteurs politiques et médiatiques (par exemple les individus dont il est question pensent-ils que les femmes font de la politique autrement et expliquent-elles-ils ainsi des différences de présence ou de comportement de leurs élu.e.s) ? Il s'agit ici moins d'analyser les usages stratégiques du genre que les situations où les actrices et acteurs peuvent « genrer » sans en avoir conscience, peuvent se réapproprier des stéréotypes ou des discours militants sur le genre (féministes ou antiféministes, par exemple), construire à leur manière des représentations sur le genre et s'en servir plus ou moins pour décrypter leur environnement social ou leur propre comportement. Il peut aussi s'agir d'observer des actrices et acteurs dont l'identité sociale peut induire des injonctions à se positionner sur le genre (par exemple les musulmans, volontiers soupçonnés d'entretenir des rapports de domination sur les femmes). On s'interrogera alors sur le lien entre racialisation et rapports ordinaires au genre : en quoi, par exemple, les injonctions à tenir certains discours sur le genre sont-elles accrues du fait des stigmates portés sur les rapports de genre chez « les Arabes » ? On pourra ainsi explorer l'importance des générations, des identités socio-culturelles, etc., dans la formation des rapports ordinaires au genre.
3. Les chercheur.e.s peuvent être amené.e.s à utiliser une perspective en termes de genre pour comprendre le comportement ou le discours d'individus là où ceux-ci ne le mobilisent pas. Parler d'identité féminine ou masculine, de rapports sexués peut dans certains contextes, s'avérer périlleux, coûteux, pour les individus (par exemple lorsque des femmes évitent de le faire dans leur univers professionnel parce qu'elles craignent d'être stigmatisées comme « féministes »). Existe-t-il des aveuglements, ou même des stratégies d'évitement par rapport aux discours sur le genre ? Comment comprendre ces *comportements d'évitement* d'analyses en termes de genre dans les situations où elles

semblent s'imposer comme une grille d'interprétation majeure pour les sociologues ? S'agit-il d'une simple méconnaissance de ces modes interprétatifs, qui suffirait à en expliquer la non-mobilisation ? Ou les actrices et acteurs peuvent-elles-ils être conscient.e.s de la pertinence de cette variable, sans vouloir se l'approprier en situation, ou bien en choisissant de naturaliser certaines différences hommes/femmes ? Au-delà de l'évitement, la *disqualification* du genre comme concept analytique peut-il marquer une identité commune à un groupe (professionnel, politique, etc.) ? Sachant par exemple qu'en politique, l'influence de l'entourage a été maintes fois soulignée dans la propension à rejeter la politique institutionnelle (Braconnier, Dormagen, 2007), on pourra se demander dans quelle mesure il joue un rôle déterminant dans l'évitement ou même le rejet des catégories d'analyse liées au genre.

S'inspirant des travaux relatifs aux rapports ordinaires au politique, on peut par exemple se poser la question des coûts éventuels liés à la mobilisation des questions de genre dans des activités militantes (non féministes) : l'évitement de ces questions correspond-il à une volonté de ne pas engendrer de conflits (Hamidi, 2006, Agrikoliansky, 2014, Eliasoph, 1998), par exemple lorsque des femmes, agacées par une division du travail militant dans une AG étudiante, ne prennent pas la parole pour protester, par peur d'entraîner un conflit ou de se voir traitées de « féministes » ? Les sociologues savent combien existe souvent une répartition genrée implicite des tâches militantes (Fillieule, Roux, 2009 ; Dunezat, 2007). Qu'en est-il pour les militant.e.s, lorsque ces rapports sont centraux sans être le sujet explicite de la discussion ? Le genre constitue-t-il une clef d'interprétation des pratiques militantes pour les actrices et acteurs elles-eux-mêmes ? Là aussi, les analyses relatives à ces questions ont surtout mis en exergue le poids de la variable genre d'un point de vue objectif et n'ont pas centralement interrogé la façon dont les militant.e.s se réapproprient (ou non) cette dimension du genre pour déchiffrer leurs propres pratiques (en dehors des militantismes féministes ou antiféministes), même s'il existe des exceptions (voir, par exemple, Dunezat, 2007 ; Avanza, 2009 ; Meuret-Campfort, 2010 ; Rétif, 2013 ; Johsua, 2015). Plusieurs questions demeurent dès lors ouvertes : à quelles conditions ces discours ordinaires sur le genre constituent-ils des ressources ou des contraintes pour celles et ceux qui les mobilisent, allant parfois jusqu'à réactiver des attendus normatifs liés à la « féminité » (Comer, 2015) ou à la « masculinité » pour justifier des pratiques militantes ? Et quels effets (performatifs ou non) produisent-ils, tant sur le plan de la « fabrique du genre » (en paroles et en actes) qu'en tant qu'éléments structurants des univers où ils sont mobilisés, des carrières ou encore des définitions de soi ?

4. Ce colloque ne saurait se passer de *questionnements méthodologiques*. Les communications relatives à une réflexion d'ordre méthodologique quant à la possibilité d'enquêter sur la fabrique ordinaire du genre comme cadre interprétatif seront les bienvenues. Recueillir, dans des entretiens, la parole d'actrices et d'acteurs sur l'importance qu'elles et ils donnent au genre pour déchiffrer certaines situations ou certains comportements pose bien sûr la question classique de l'imposition d'une problématique. Cela soulève indissociablement la question des effets de légitimité (Lahire, 1996) conduisant les actrices et acteurs à modifier éventuellement leurs propos face à une enquêtrice ou un enquêteur en fonction des attentes que les enquêté.e.s perçoivent chez ces dernier.e.s (par exemple chez une enquêtrice connue pour travailler sur les questions

de genre ou se présentant comme telle en début d'entretien). Dans quelle mesure les appropriations, lectures et interprétations différenciées des pratiques politiques en termes de genre dépendent-elles de contextes d'énonciation (Hamidi, 2006), y compris du contexte instauré par la relation d'enquête (Bargel, Fassin, Latté, 2007) ? Comment analyser la façon dont un individu mobilise la variable du genre dans son interprétation d'une situation sans lui imposer cette problématique ? Comment repérer empiriquement les rapports ordinaires au genre lorsqu'ils ne s'expriment pas ? En mobilisant, par exemple, les outils que nous invite à saisir la démarche ethnographique (Avanza, Fillieule, Masclat, 2015) ?

Afin d'aborder ces différents angles de questionnement, les propositions de communication pourront s'inspirer d'enquêtes récentes ou plus anciennes dans tous les domaines de la vie sociale : sphères professionnelle, politique, économique, médiatique, privée, etc. De ce point de vue, les travaux exploités pour aborder cette problématique peuvent être issus de différents domaines universitaires : la sociologie, la science politique, l'histoire, l'anthropologie, l'économie, etc. Que les réflexions se placent dans l'un ou l'autre de ces domaines, elles auront toujours comme objectif de ne pas traiter centralement de la question du genre en tant que variable objective produisant des effets réels. Il s'agira bien de privilégier une approche jusqu'alors peu explorée de façon systématique dans les enquêtes de terrain en France ou à l'étranger : celle des réappropriations ordinaires des problématiques liées au genre au quotidien, dans des situations ponctuelles, en dehors des débats militants féministes ou antiféministes.

Les propositions de communication compteront 5 000 signes maximum, auxquels pourront s'ajouter des références bibliographiques. Elles sont à adresser, pour le 5 mars 2018 au plus tard, aux adresses mail suivantes : christine.guionnet@univ-rennes1.fr et bleuwenn.lechaux@univ-rennes2.fr

En cas d'acceptation de votre proposition, les textes finaux, d'un format de 50 000 signes environ, seront à nous remettre pour le 10 septembre 2018.

Références bibliographiques

- Achin C., Naudier D., « Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970 », *Sociologie* [En ligne], vol. 1, n°1, 2010.
- Albenga V., Jacquemart A., Bereni L. (dir.), « Appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, 109, 2015.
- Arnaud L., Guionnet C. (dir.), *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, PUR, 2005.
- Avanza M., « Les femmes padanes militantes dans la ligue du nord. Un parti qui "l'a dure" » in Fillieule O., Roux P. (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 143-165.
- Avanza M., Fillieule O., Masclat C., « Ethnographie du genre. Petit détour par les cuisines et suggestions d'accompagnement », *SociologieS* [En ligne], La recherche en actes, Ethnographie du genre, mis en ligne le 26 mai 2015, consulté le 01 mai 2016. URL : <http://sociologies.revues.org/5071>.
- Agrikoliansky É., « La politisation *ordinaire* d'une population *extra-ordinaire* : les électeurs des " beaux quartiers " en campagne électorale (2006-2008) », *Politix*, 106, 2014, p. 135-157.
- Bargel L., Fassin É., Latté S., « Usages sociologiques et usages sociaux du genre. Le travail des interprétations », *Sociétés & Représentations*, 24, 2007, p. 59-77.
- Boltanski L., Thévenot L., *De la justification*, Paris, Gallimard, 1991.
- Comer C., « Agricultrices ou médiatrices ? Prise en charge "féminine" de l'image de la profession et conservatisme agricole », *Mouvements*, 16 décembre 2015 [En ligne], URL : <http://mouvements.info/agricultrices-ou-mediatrices-prise-en-charge-feminine-de-limage-de-la->

profession-et-conservatisme-agricole/#_ftn17.

- Braconnier C., Dormagen J-Y., *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 2007.
- Dunezat X., « La fabrication d'un mouvement social sexué : pratiques et discours de lutte », *Sociétés & Représentations*, 24, 2007, p. 269-283. 56 (1), 2006, p. 5-25.
- Johsua F., *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015.
- Lahire B., « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques Sociales*, 8-9, 1996, p. 93-101.
- Louey S., Schütz G., « Les effets de la mixité au prisme du corps et de la sexualité. Les hommes dans les métiers d'accueil », *Travail et emploi*, n° 140, 2014, p. 5-19.
- Meuret-Campfort È., « Lutttes de classe, conflits de genre : les ouvrières de Chantelle à Nantes », *Savoir/Agir*, 12, 2012, p. 43-50.
- Olivier A., « Des hommes en école de sages-femmes. Sociabilités étudiantes et recompositions des masculinités », *Terrains & travaux*, 27, 2015, p. 79-98.
- Eliasoph N., *Avoiding Politics: How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, UK, Cambridge University Press, 1998 (2010 pour l'édition française, *Éviter le politique*, Paris, Economica, traduit par Camille Hamidi).
- Fillieule O., Roux P. (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- Guionnet C., « Troubles dans le féminisme. Le web, support d'une zone grise entre féminisme et antiféminisme ordinaires », *Réseaux*, 201, 2017, p. 115-146.
- Hamidi C., « Eléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, 56 (1), 2006, p. 5-25.
- Ogien A., « La perspective de l'ordinaire », in Keucheyan R. et Bronner G. (dir.), *La théorie sociale contemporaine*, Paris, PUF, 2012, p. 163-177.
- Pélisse J., « A-t-on conscience du droit ? Autour des Legal Consciousness Studies », *Genèses*, 59, 2005, p. 114-130.
- Pruvost G., « Ordre et désordre dans les coulisses d'une profession. L'exemple de la police nationale », *Sociétés contemporaines*, 72 (4), 2008, p. 81-101.
- Rétif S., *Logiques de genre dans l'engagement associatif. Carrières et pratiques militantes dans des associations revendicatives*, Paris, Salloz-Sirey, 2013.
- Saguy A., *What is sexual harassment? From Capitol Hill to the Sorbonne*, Berkeley, University of California Press, 2003.
- Saguy A., « Les conceptions juridiques du harcèlement sexuel en France et aux États-Unis. Avant et après l'affaire DSK », *Travail, genre et société*, 28, 2012, p. 89-106.
- Silbey S., « After legal consciousness », *Annual Review of Law and Social Science*, 1, 2005, p. 323-368.

Comité scientifique :

- Catherine Achin, PR, Université Paris-Dauphine, IRISSO, Science politique
- Mélissa Blais, chercheure, Institut de recherches et d'études féministes, Sociologie
- Delphine Dulong, MCF HDR, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP, Science politique
- Mélanie Gourarier, CR CNRS, LEGS, Anthropologie
- Alban Jacquemart, MCF, Université Paris-Dauphine, IRISSO, Science politique
- Estelle Lebel, professeure associée, Université Laval (Canada), Sciences de l'information et de la Communication
- Sandrine Lévêque, PR, Triangle, Université Lyon 2, Science politique
- Claude Martin, DR CNRS, Arènes, Sociologie
- Érik Neveu, PR, Arènes, Science politique
- Marion Paoletti, MCF HDR, Université de Bordeaux, Centre Émile Durkheim, Science politique
- Sophie Rétif, MCF, Université Paris Nanterre, IDHE.S, Sociologie
- Karen Ross, PR, Newcastle University, School of Arts and Cultures, Genre et médias

- Gabrielle Schütz, MCF, UVSQ, Printemps, Sociologie
- Mathieu Trachman, CR INED, Sociologie

Comité d'organisation :

- Émilie Biland, MCF HDR, Université Rennes 2, Arènes, Science politique
- Clémentine Comer, docteure, Université de Rennes 1, Arènes, Science politique
- Fanny Bugnon, MCF, Université Rennes 2, Tempora, Histoire
- Béatrice Damian-Gaillard, PR, Université de Rennes 1, Arènes, Sciences de l'information et de la communication
- Barbara Doulin, doctorante, Université Rennes 2, ESO, Sociologie
- Christine Guionnet, MCF HDR, Université de Rennes 1, Arènes, Science politique
- Bleuwenn Lechaux, MCF, Université Rennes 2, Arènes, Science politique
- Anaïs Le Fèvre-Berthelot, MCF, Université Rennes 2, ACE, Civilisation américaine
- Hélène Oehmichen, doctorante, Université de Rennes 1, Arènes et Printemps, Sociologie
- Alice Picard, doctorante, Université de Rennes 1, Arènes, Science politique
- Eugénie Saitta, MCF, Université de Rennes 1, Arènes, Sciences de l'information et de la communication

Call for papers
International conference
“Ordinary relationships to gender”
Rennes (France), 18-19 October 2018

Research on issues concerning relations between the genders is now quite dynamic and institutionalized, in France as elsewhere. A considerable body of research explores relations between men and women in a variety of social spaces, the mechanisms socializing them to gender norms, and the constitution of gendered identities. In addition to this exploration of social mechanisms leading to the everyday “construction of gender,” analysis of social movements emerging from various forms of feminism has helped to bring attention to gender issues. More recent research has examined anti-feminist and masculinist movements and analyzed the consequences of such activist reactions to the progress of what they see as excessive feminism. Briefly stated, this body of work has addressed social relationships of domination, as individuals experience them in daily life and as sociologists have been able to objectively observe them, as well as activist postures created in connection to these relationships.

But no systematic study has focused directly on comprehending how people as individuals (rather than as participants in an activist movement) may seize upon gendered analytical categories and gender stereotypes in their daily lives (private, professional, political, or other spheres) to analyze an experience, decode behaviors, justify a personal attitude, or implement a strategy. Although gendered social relations are now well known objectifiable social realities, there has thus far been little study of relationships *to* gender, meaning how individuals may interpret or try to change situations by appropriating (or not) the issue of gender for themselves. Regardless, many women and men use the discourse of gender and masculine and feminine “identities” to interpret their daily lives and/or act in their professional lives (in the media, politics, medical or legal fields, etc.), with no connection to organized activism. Likewise, the positive or negative ways in which people talk about women or men are as many ordinary appropriations of gender, and as many gender struggles, whether it be expressed in ordinary discourse – that is, rooted in everyday social relations rather than explicit activism – on the excesses and perverse effects of feminism, or even in a denial of gender as a relevant analytical category.

Studies of the “capillary diffusion of feminist ideas” in the 1970s (Achin and Naudier, 2010) and after (Albenga, Jacquemart, Bereni, 2015), or studies on various occupations (agriculture: Comer, 2015; police: Pruvost, 2008; medicine: Olivier, 2015; reception and guest services: Louey and Schütz, 2014) have already contributed to emphasizing the beneficial nature of questioning ordinary relationships to gender. This conference is intended to systematize analysis of this issue, by varying the contexts and actors involved in a variety of social worlds or everyday interactions. We consider all of these little everyday gender games – the conscious or unconscious use or avoidance of notions of “men,” “women,” “masculine identity,” “feminine identity,” “male/female relations,” or even “gender” – as ultimately contributing to shaping gender itself. As with observations of the social construction of political boundaries (Arnaud, Guionnet, 2005) and ordinary appropriations of the law (in legal

consciousness studies: Silbey, 2005, Péliisse, 2005), analysis would surely be enriched by observing the social construction of gender, without imposing an *a priori* definition of the concept, by looking at how individuals and groups (in their own ways and their own words) seem to (mis)understand gender relations and identities and (mis)appropriate issues of feminine or masculine identity and their cultural construction. A predetermined scientific definition of the term must thus be abandoned in order to observe whether (and if so, how) individuals speak of gender, both consciously and unconsciously: one can “do gender” unconsciously or without seeming to, like one can “do politics” without appearing to or conceptualizing it as such. Observing that some people use gendered analytical categories to interpret situations while others do not, one wonders if the way in which individuals “inhabit” their own gender identities might play a determinant role in resorting to gender as an interpretative framework. Does reflexivity concerning one’s identity make it possible to speak of “gender,” and conversely, does speaking of gender involve reflexivity for oneself and for the other? Do ways of making gender visible depend on how individuals are “settled” in to their gender identity?

Beyond the interpretive production of gender, people can instrumentalize gender issues to justify or protest a situation or power relationship. The issue, then, is what is at stake in the (non-)mobilization of gender-related analytical categories. A deputy who refuses to feminize the function of session president, a magistrate that emphasizes the difficulties arising from the feminization of the profession, a sports journalist refusing to cover women’s sports, all are instances of the ordinary instrumentalization of gender (as they do not fall under pro- or anti-feminist activism) allowing people to build strategic identities and position themselves in relevant social and professional worlds, through and beyond gender relations. Our hypothesis is that these discourses implicitly or explicitly concern the modes of domination that typify these diverse social spaces, and that they are all ways of protesting or justifying their configuration or development. Under what conditions are these ordinary gender discourses a resource for those who use them? What are their consequences on the “construction of gender” (in speech and acts) as well as on the fundamental elements of the worlds in which they are used? Or, to the contrary, do our sociological observations contain situations where people would usually use gender-related categories, but the observed actors seem to avoid doing so?

By asking such questions, this conference aims to address the range of forms taken by gender appropriation or avoidance in what we call “ordinary” social relations, meaning individuals’ everyday experiences rather than how gender relations are referred to or considered within group-based feminist or anti-feminist activism or academic analyses of an objective reality. Individuals can very well use and appropriate activist discourse as much as they can use knowledge or concepts from the sociology of gender (such as describing the existence of gender stereotypes) to interpret their daily lives and give meaning to social reality. But it is less these activist or expert discourses in and of themselves that will be analyzed here than it is how individuals may or may not use certain templates in their daily lives for interpreting gender relations to make sense of their lived experience and decipher their environments. Briefly put, our central interest is not in activist or academic conceptions of gender, but more generally the social construction and ordinary production of gender as a frame of reference, as it can be observed in all manner of everyday situations (routine or exceptional, personal or professional, etc.). At the same time, we do not assume that this

interpretation is entirely cut off from academic or activist conceptualizations of gender; to the contrary, we are interested in the potential cross-pollination that might be found between these various social worlds when individuals use a gendered reading to make sense of their everyday living experiences or wider social environment. We agree with A. Ogien, for whom analyzing the ordinary is “an endeavor that should not content itself with merely unearthing and exposing things commonly held to be unimportant (the mundanity of the everyday) or negligible (profane knowledge), but should also aim to account for another order of phenomena: everything individuals regularly take as the basis for acting together in an acceptable way, without even realizing it. The ordinary thus raises a question: of what consists the unquestioned backdrop upon which common action is engaged and developed?” (Ogien, 2012, 164). In such a light, several forms of ordinary gender appropriation can help us to learn more about this unquestioned backdrop, while also analyzing the conditions under which it may, in some regards, be challenged. Papers might address observations along these lines:

1. *Appropriations of the concept itself*: What meanings do individuals give to gender? Is there an observable distribution of academic work on gender in certain social worlds, where the concept is handled as in the academic setting? And to the contrary, can transformations of the concept’s academic definition be observed in other social spaces?

2. *Uses of analytical categories related to gender, a gender-related grammar or argumentative and discursive routines* (Boltanski and Thévenot, 1991, p. 87-93): Do individuals make reference to male/female identities, their relationships, their socialization and/or gender stereotypes to analyze their environment or their own behavior? Under what conditions do they do so (or not) in their daily personal or professional lives?

3. Lastly, papers could explore the *ordinary appropriations of particular themes supported by gender-related activist movements* (feminism, anti-feminism, masculinism, etc.). It could mean considering activist discourses’ possible influence on the everyday relationships to gender and the ordinary production of gender as an interpretive framework. In order to analyze these dimensions, we are interested in a whole range of everyday relationships to gender, from the least reflexive to the most strategic, from the most naturalizing to the best “informed” (that is, having appropriated an academic view of gender as a cultural construct), and from the most consistent (systematic appropriation of an entire preexisting activist discourse) to the most ambivalent (selective appropriation of some aspects of activist discourse while rejecting other aspects; Guionnet, 2017).

Of course, proposed papers should make no value judgments of this “ordinary” production of gender as interpretive framework (such as indicating incorrect usage according to the academic definition of gender), since the researcher’s sole objective is to apprehend all forms of (non)appropriation of gender by all social actors, in all possible social situations (private, professional, media, political, and other spheres). The idea is to draft the range of selective appropriations of the concept of “gender” in and of itself, its associated analytical categories and grammar, and gender discourses from activist movements that receive enough media coverage for non-activists to pick up and use those discourses themselves. This range of situations will be methodically contextualized to understand why a given behavior may or may not be labeled or analyzed through the lens of gender, according to relational issues, projected identities, and/or knowledge of an individual or a social group. A. Saguy (2003, 2012)

provides a good example of this, demonstrating how sexual harassment may or may not be designated as such according to frames that depend on “*social structure, internal relations within institutions and countries, and cultural and political traditions* specific to their national and institutional context” (Saguy, 2003, p. 9). The framing of sexual harassment is partly shaped by the legal tools available for qualifying and defining it. Inspired by analyses such as this, one might more generally wonder what templates social actors use and do not use in relation with gender issues.

This international interdisciplinary conference aims to explore several themes to answer these core questions:

5. Papers could address the *strategic uses* of gender categories to make sense of professional situations or behaviors observed in certain social spheres of activity (politics, media, etc.). These uses may be resources for the people concerned, used to conserve or contest power relations, build or protest legitimate orders, justify or discuss a configuration or distribution of tasks, and/or make sense of a behavior.

For example, do women and men asked to evaluate their professional skills or interpretive lenses call upon identity issues or male/female relations to do so? Do they appropriate the analytical and lexical field of gender to interpret their behavior and that of those around them – and if so, in what exact terms? To denounce injustice, or to stigmatize others? Do they use gender issues to analyze how professional, social, or political fields operate? Although it is obvious to sociologists that being a man or a woman engenders significant consequences in social relations, behavior, social expectations, prejudices, and so on, to what extent do everyday individuals see it? How do people appropriate (or not) certain gender discourses, argumentative grammars, feminist discourses (Albenga, Jacquemart, Bereni, 2015) or anti-feminist discourses that suffuse the social worlds found in their everyday lives? Are there performative effects of these ordinary appropriations of gender?

6. Papers could also analyze ordinary relationships to gender by observing how people use or do not use gender categories to *decode* the attitudes of people around them or make sense of their own behavior or judgment *in the private sphere or in the order of personal opinion*. For instance, in what ways can the distribution of household chores in a couple be justified or protested by referring to masculine or feminine identities? To what extent are stereotypes of the skills that are supposedly specific to men or women used to comprehend how tasks are shared (childrearing, housework, economic decisions, home maintenance, etc.)? How do people see family legacies in their socialization and gender identity? Do they use a grammar of gender to explain their choice of leisure-time activities, lifestyles, or political opinions? An abundance of sociological analyses of the question isolate gender as a variable, but they do not probe whether or not individuals use it to explain their own political opinions, or for that matter, the behavior of political or media figures (for example, are there people who think that women do politics differently than men, and who thus cite this divergence to explain differences in politicians’ attendance or behavior?) It is less about analyzing the strategic uses of gender than it is about situations where people may “gender” unconsciously, may appropriate gender stereotypes or activist discourse (from feminism or anti-feminism, for example), or may form their own images of gender and use them to varying degrees to decode their social environment or

their own behavior. It could also concern observation of people whose social identity could lead to injunctions to take a position on gender (Muslim men, for instance, who are readily suspected of having a relationship of domination with women). We thus wonder about the connection between racialization and ordinary relationships to gender: how are injunctions to have a certain discourse on gender increased due to the stigma carried by gender relations among “Arabs”? We could thus explore the importance of generations, socio-cultural identities, and other factors in shaping ordinary relationships to gender.

7. Researchers may use gender as an approach for understanding the behavior or discourse of individuals in instances when they do *not* invoke gender. To speak of a feminine or masculine identity or gendered relations may in certain contexts prove dangerous or costly for individuals, such as women who avoid mentioning gender identity in their professional lives because they fear being stigmatized as “feminists.” Are there blind spots or even avoidance strategies in relation to discourse about gender? How to understand these *behaviors for avoiding gender analyses* in situations where sociologists are likely to see them as an obvious major interpretative framework? Is simple ignorance of these lines of interpretation enough to explain why they are not used? Or might people be aware that gender is relevant without wanting to claim it in-situation, or indeed by choosing to naturalize certain differences between men and women? Beyond avoidance, could the *disqualification* of gender as analytic concept mark a common group identity (within a profession, a political group...)? Knowing that in politics, for example, a propensity to reject institutional politics has been linked numerous times to the influence of the surrounding group (Braconnier, Dormagen, 2007), one might also wonder how determinant the role of the group might be in the avoidance or even rejection of gender-related analytical categories.

Inspired by work on ordinary relationships to politics, for instance, one might wonder about the possible costs of raising gender issues in non-feminist activism: does avoiding them correspond to a desire to avoid provoking conflict (Hamidi, 2006, Agrikoliansky, 2014, Eliasoph, 1998), such as when women irritated by the division of activist labor in a student group do not speak up to protest in a meeting, for fear of conflict or being called “feminist”? Sociologists are well aware of the implicit gendered distribution of tasks so often found in activist circles (Fillieule, Roux, 2009; Dunezat, 2007). What happens among activists when these relations are central without being the explicit subject of discussion? Do activists themselves use gender as a key to interpreting activist practices? Here again, analyses relative to these questions have mainly highlighted the weight of the gender variable from an objective perspective, but have rarely probed whether and how activists appropriate this dimension of gender to decode their own practices (other than in (anti)feminist contexts), although there are some exceptions (such as Dunezat, 2007; Avanza, 2009; Meuret-Campfort, 2010; Rétif, 2013; Johsua, 2015). Several questions are still open for exploration: Under what conditions are these ordinary discourses about gender resources or constraints for those who use them, sometimes going so far as to reactivate normative expectations relating to “femininity” (Comer, 2015) or “masculinity” to justify activist practices? And what performative or other effects do they produce, as much in terms of “constructing gender” (in word and deed) as in terms of fundamental elements of the worlds in which they are mobilized, in careers, or even in definitions of the self?

8. This conference cannot overlook *methodological issues*. Papers relating to methodological considerations of the feasibility of conducting research on the ordinary production of gender as an interpretive framework are welcome. Conducting interviews to collect women's and men's accounts of the importance they accord to gender in figuring out certain situations or behaviors naturally touches on the classic issue of asserting the research question. This unavoidably raises the question of the effects of legitimacy (Lahire, 1996), which could lead some informants to change their discourse to meet what they think are the researcher's expectations (in an interview given by a female researcher known to work on gender or introducing herself as such at the outset, for example). To what extent do the range of gendered appropriations, readings, and interpretations of political practices depend on their context of enunciation (Hamidi, 2006), including the context established by the research relationship (Bargel, Fassin, Latté, 2007)? How to analyze the way in which an individual mobilizes the variable of gender in his or her interpretation of a situation, without imposing the gender issue on him or her? How to empirically identify ordinary relationships to gender when they are not verbally expressed? Could this happen, for instance, by using the tools offered by ethnographic methods (Avanza, Fillieule, Masclat, 2015)?

In addressing these approaches, paper proposals could take inspiration from recent or older studies in any area of social life, from professional, political, economic, media, private, or other spheres. The studies analyzed from these perspectives may come from a number of academic disciplines, including but not limited to sociology, political science, history, anthropology, and economics. Regardless of the discipline, the analyses presented in proposed papers should avoid treating the question of gender as an objective variable producing real effects as its central objective. Instead, they should favor an approach that has yet to be systematically explored in field-based studies in France or elsewhere: the ordinary appropriations of gender issues in everyday life, in periodically occurring situations, and far from feminist or anti-feminist activist debates.

Paper proposals of no more than 5,000 characters, accompanied by an additional list of bibliographical references, should be submitted by 5 March 2018 at the latest to the following two addresses : christine.guionnet@univ-rennes1.fr and bleuwenn.lechaux@univ-rennes2.fr.

The final texts of approximately 50,000 characters must be submitted by 10 September 2018.

Bibliographical references

- Achin C., Naudier D., "Trajectoires de femmes 'ordinaires' dans les années 1970," *Sociologie* [Online], vol. 1, n°1, 2010.
- Albenga V., Jacquemart A., Bereni L. (eds), "Appropriations ordinaires des idées féministes," *Politix*, 109, 2015.
- Arnaud L., Guionnet C. (eds), *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, PUR, 2005.
- Avanza M., "Les femmes padanes militantes dans la ligue du nord. Un parti qui 'l'a dure'," in Fillieule O., Roux P. (eds), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 143-165.
- Avanza M., Fillieule O., Masclat C., "Ethnographie du genre. Petit détour par les cuisines et suggestions d'accompagnement," *SociologieS* [Online], La recherche en actes, Ethnographie du genre, viewed 1 May 2016, put online 26 May 2015, from <http://sociologies.revues.org/5071>.
- Agrikoliansky É., "La politisation *ordinaire* d'une population *extra-ordinaire*: les électeurs des "'beaux quartiers'"

- en campagne électorale (2006-2008),” *Politix*, 106, 2014, p. 135-157.
- Bargel L., Fassin É., Latté S., “Usages sociologiques et usages sociaux du genre. Le travail des interprétations,” *Sociétés & Représentations*, 24, 2007, p. 59-77.
- Boltanski L., Thévenot L., *De la justification*, Paris, Gallimard, 1991. [English translation: Luc Boltanski & Laurent Thévenot, *On Justification: Economies of Worth*, translated by Catherine Porter, Princeton UP, 2006].
- Comer C., “Agricultrices ou médiatrices ? Prise en charge ‘féminine’ de l’image de la profession et conservatisme agricole” *Mouvements*, 16 décembre 2015 [Online], viewed 8 November 2017, from http://mouvements.info/agricultrices-ou-mediatrices-prise-en-charge-feminine-de-l-image-de-la-profession-et-conservatisme-agricole/#_ftn17.
- Braconnier C., Dormagen J-Y., *La démocratie de l’abstention*, Paris, Gallimard, 2007.
- Dunezat X., “La fabrication d’un mouvement social sexué: pratiques et discours de lutte,” *Sociétés & Représentations*, 24, 2007, p. 269-283. 56 (1), 2006, p. 5-25.
- Johsua F., *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l’engagement*, Paris, La Découverte, 2015.
- Lahire B., “Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques,” *Critiques Sociales*, 8-9, 1996, p. 93-101.
- Louey S., Schütz G., “Les effets de la mixité au prisme du corps et de la sexualité. Les hommes dans les métiers d’accueil,” *Travail et emploi*, n° 140, 2014, p. 5-19. [English translation: <https://www.cairn.info/revue-travail-et-emploi-2015-5-p-109.htm>].
- Meuret-Campfort È., “Luttes de classe, conflits de genre: les ouvrières de Chantelle à Nantes,” *Savoir/Agir*, 12, 2012, p. 43-50.
- Olivier A., “Des hommes en école de sages-femmes. Sociabilités étudiantes et recompositions des masculinités,” *Terrains & travaux*, 27, 2015, p. 79-98.
- Eliasoph N., *Avoiding Politics: How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, UK, Cambridge University Press, 1998 (French edition 2010, *Éviter le politique*, traduit par Camille Hamidi, Paris, Economica)
- Fillieule O., Roux P. (eds), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- Guionnet C., “Troubles dans le féminisme. Le web, support d’une zone grise entre féminisme et antiféminisme ordinaires,” *Réseaux*, 201, 2017, p. 115-146.
- Hamidi C., “Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l’immigration,” *Revue française de science politique*, 56 (1), 2006, p. 5-25.
- Ogien A., “La perspective de l’ordinaire,” in Keucheyan R. and Bronner G. (eds), *La théorie sociale contemporaine*, Paris, PUF, 2012, p. 163-177.
- Pélisse J., “A-t-on conscience du droit ? Autour des Legal Consciousness Studies”, *Genèses*, 59, 2005, p. 114-130.
- Pruvost G., “Ordre et désordre dans les coulisses d’une profession. L’exemple de la police nationale,” *Sociétés contemporaines*, 72 (4), 2008, p. 81-101.
- Rétif S., *Logiques de genre dans l’engagement associatif. Carrières et pratiques militantes dans des associations revendicatives*, Paris, Salloz-Sirey, 2013.
- Saguy A., *What is sexual harassment? From Capitol Hill to the Sorbonne*, Berkeley, University of California Press, 2003.
- Saguy A., “Les conceptions juridiques du harcèlement sexuel en France et aux États-Unis. Avant et après l’affaire DSK,” *Travail, genre et société*, 28, 2012, p. 89-106.
- Silbey S., “After legal consciousness “, *Annual Review of Law and Social Science*, 1, 2005, p. 323-368.

Scientific Committee:

- Catherine Achin, Professor, Université Paris-Dauphine, IRISSO, Political Science
- Mélissa Blais, Researcher, Institut de recherches et d’études féministes, Sociology
- Delphine Dulong, Associate Professor qualified to supervise research (HDR), Université Paris 1 Panthéon–Sorbonne, CESSP, Political Science
- Mélanie Gourarier, Researcher, CNRS, LEGS, Anthropology
- Alban Jacquemart, Associate Professor, Université Paris-Dauphine, IRISSO, Political Science

- Estelle Lebel, Associate Professor, Université Laval (Canada), Information and Communication Sciences
- Sandrine Lévêque, Professor, Triangle, Université Lyon 2, Political Science
- Claude Martin, Senior Researcher, CNRS, Arènes, Sociology
- Érik Neveu, Professor, Arènes, Political Science
- Marion Paoletti, Associate Professor qualified to supervise research (HDR), Université de Bordeaux, Centre Emile Durkheim, Political Science
- Sophie Rétif, Associate Professor, Université Paris Nanterre, IDHE.S, Sociology
- Karen Ross, Professor, Newcastle University (UK), School of Arts and Cultures, Gender and the Media
- Gabrielle Schütz, Associate Professor, UVSQ, Printemps, Sociology
- Mathieu Trachman, Researcher, INED, Sociology

Organizing Committee:

- Émilie Biland, Associate Professor qualified to supervise research (HDR), Université Rennes 2, Arènes, Political Science
- Clémentine Comer, Ph.D, Université de Rennes 1, Arènes, Political Science
- Fanny Bugnon, Associate Professor, Université Rennes 2, Tempora, History
- Béatrice Damian-Gaillard, Professor, Université de Rennes 1, Arènes, Information and communication sciences
- Barbara Doulin, Ph.D. candidate, Université Rennes 2, ESO, Sociology
- Christine Guionnet, Associate Professor qualified to supervise research (HDR), Université de Rennes 1, Arènes, Political Science
- Bleuwenn Lechaux, Associate Professor, Université Rennes 2, Arènes, Political Science
- Anaïs Le Fèvre-Berthelot, Associate Professor, Université Rennes 2, ACE, American Civilization
- Hélène Oehmichen, Ph.D. candidate, Université de Rennes 1, Arènes and Printemps, Sociology
- Alice Picard, Ph.D. candidate, Université de Rennes 1, Arènes, Political Science
- Eugénie Saitta, Associate Professor, Université de Rennes 1, Arènes, Information and communication sciences